



Déclaration liminaire de la CGT

au **Conseil commun de la Fonction publique du 31 mars 2014**

(Baptiste Talbot)

Au lendemain d'une sombre journée pour notre démocratie, la CGT souhaite tout d'abord exprimer ses sentiments de solidarité, mais aussi de vive inquiétude pour les milliers de fonctionnaires et agents territoriaux qui sont désormais appelés à exercer leurs fonctions sous l'autorité d'exécutifs d'extrême droite.

Cette situation n'est hélas une surprise pour personne. La politique gouvernementale menée depuis 2012 n'est certes pas le seul facteur d'explication. Il n'en reste pas moins incontestable que les choix opérés par le gouvernement ont largement concouru à la montée de l'extrême droite.

Les élections municipales se caractérisent aussi par une forte abstention, particulièrement dans les catégories populaires.

Au global, elles constituent une nette sanction de la politique gouvernementale.

La CGT a alerté à de multiples reprises sur les ravages politiques provoqués par la poursuite des politiques d'austérité engagées sous la précédente majorité.

Nous redisons aujourd'hui que rien de bon ne peut sortir du carcan financier actuel, qu'aucune réforme de progrès ne peut être mise en œuvre si elle a pour objet de contribuer à couper 50 milliards dans les dépenses publiques.

Notre modèle social est en danger et notre démocratie est malade.

Dans ce contexte éminemment lourd, la CGT demeure déterminée à poursuivre le combat pour la justice sociale, l'augmentation des salaires et donc le dégel de la valeur du point d'indice, pour le développement des services publics, pour une politique industrielle ambitieuse. Elle continuera d'agir en ce sens, dans l'unité la plus large possible.

La CGT réaffirme qu'il est urgent que le gouvernement comprenne que la politique économique et sociale qu'il mène depuis 2012 est non seulement incomprise, mais qu'elle est aussi et surtout inefficace. Le débat des jours et semaines à venir ne peut porter sur un changement d'équipe gouvernementale, sur un habillage pédagogique des réformes entamées et sur le niveau de minimales mesures d'accompagnement desdites réformes.

Pour notre organisation, la seule voie efficace possible est celle que devrait emprunter tout gouvernement de gauche, à savoir la voie du progrès social, qui passe par l'arrêt de la politique d'austérité.